L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 27 AVRIL 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

27 Nous appelons l'attention du public, sur la vente de la superbe propriété qui composait autrefois l'habitation de M. L. F. Foucher, divisée en lots et terrains sous le nom de Greeneville, conformément au plan dessiné par M. B. Buisson, voyer de la paroisse Jefferson. La vente commencera aujourd'hui, mercredi, 27 courant, à 11 heures, à la Bourse de l'Arcade et sera continuée, chaque jour, jusqu'à ce que la propriété toute entière ait été vendue. M. Isaac L. McCoy est l'encanteur.

Lorsque Carrollton fut divisé et vendu à l'enchère, sous des auspices beaucoup moins favorables qu'aujourd'hui, on dit que les lots et terrains avaient rapporté des prix bien au-dessus de leur valeur intrinsèque, cependant les acquéreurs de ces mêmes terrains firent une fortune plus considérable et plus rapide qu'il n'en a été réalisé pendant les 20 dernières années, en proportion du capital dans tout autre genre d'affaires. Les avantages que présentent les terrains de Greeneville et les conditions de la vente sont de beaucoup supérieurs, à ceux qu'offrait la vente de Carrollton; il en résultera nécessairement pour ceux qui voudront faire quelques acquisitions une chance plus grande de réaliser des bénéfices considérables. Outre les nombreux avantages que la position de Greeneville offre pour y bâtir des maisons de campagne, ou même des magasins et manufactures, ainsi que pour d'autres objets qu'il serait trop long de détailler, la propriété elle-même est engagée à construire un railroad qui, partant du railroad Carrollton et passant dans toute la longueur de Broadway, ira jusqu'au Mississipi. Déjà des propositions ont été faites par la voie des journaux, et le railroad devra être achevé le 1er de janvier prochain où même avant cette époque. Une autre des stipulations de la vente est que deux principaux lots seront vendus à un crédit de 10 années, sans intérêt, sous la condition d'y bâtir un Hôtel, égal pour les dimensions, et le fini de l'ouvrage au superbe Hotel de Carrollton; et ces deux hôtels devront être achevés et prêts à recevoir les voyageurs et autre résidans, le 1er mai 1837. Ces deux établissements, offrant un séjour agréable et frais à ceux qui fuient la ville pendant les fortes chaleurs de l'été, ne peuvent manquer de donner un grand intérêt à cette propriété et d'augmenter très rapidement la valeur des terrains, ainsi que la fortune de ceux qui se seront rendus acquéreurs.

FLORIDE.

Nous avons reçu par le courrier d'hier une épreuve du Georgian de Savannah du 17 du courant contenant quelques détails relatifs aux affaires de la Floride et à la marche des troupes des Etats-Unis. Les résultats de ces opérations ayant été anticipés ici par l'arrivée du major général Macomb, nous croyons devoir passer sous silence toute la narration qui est faite par le Georgian.

THEATRE DE LA RUE ST. CHARLES.

Le troupe italienne donnera ce soir la 2e. représentation de l'opéra de la *Zelmira*. Dire que cet ouvrage est une des plus belles conceptions de Rossini ce serait répéter ce que mille et un *connaisseurs* ont affirmé depuis long-tems. Ajouter en outre que cette pièce a été jouée avec tout le succès possible au théâtre de la rue St. Charles, ce serait exprimer d'une manière bien faible ce que des tonnerres d'applaudissemens, ont constaté d'une manière plus efficace aux deux premières représentations.

Quelques morceaux d'ensemble ont néanmoins manqué leur effet à la représentation de Dimanche dernier; mais cela n'a été occasionné que par l'état d'indisposition de la Marozzi qu'un rhume subite a mis dans l'impossibilité de pouvoir chanter. Nous apprenons néanmoins que la signora se trouve entièrement rétablie maintenant.

Les dilettanti voudront bien profiter de cette bonne aubaine pour se rendre ce soir au théâtre de la rue St. Charles.

Nous apprenons comme une chose positive que le général Macomb, et tout son état-major assisteront à cette représentation. Le général est tant soi peu virtuose, il a même écrit plusieurs pièces qui ont été jouées sur les théâtres du Nord. D'après cela nous présumons que toutes les voiles seront mises dehors pour rendre ce spectacle aussi brillant que possible.

Nous devons à l'obligeance de M. R. C. Nicholas, notre sénateur au Congrès, une copie d'un bill d'une assez haute importance, qui a passé au Sénat dans la séance du 12. Nous en donnons ci-dessous la traduction.

Bill pour suspendre les droits distinctifs imposés sur les marchandises importées dans les navires portugais, et pour réduire le tarif des droits sur les vins.

Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès; Que toutes ces parties des divers actes du Congrès qui imposent *un droit distinctif sur les marchandises importées* dans des navires étrangers seront et sont, par le présent, rapportées en tant que cela regarde les produits ou articles de manufacture du royaume de Portugal, proprement dits, compris Madère, Porto Santo et les îles Açores, et lorsque lesdites marchandises seront importées dans des bâtimens appartenant bien et légitimement aux sujets ou citoyens de ces différens lieux; de telle sorte que lesdits produits ou articles de manufacture ne seront sujets qu'aux mêmes droits qui frappent les navires des Etats-Unis; pourvu, bien entendu, que cette suspension n'ait effet qu'aussi longtemps que cette section demeurera en force.

sect. 2me. Et il est de plus décrété, etc.; Qu'à partir du 30 juin mil huit cent trente six, les droits sur toutes les qualités et espèces de vins importés aux Etats-Unis, seront réduits de telle sorte que pas plus de la *moitié* du montant porté actuellement sur le tableau du tarif, n'y sera porté à l'avenir.

ASSEMBLÉE DEMOCRATIQUE.

A une assemblée de démocrates de la paroisse de Plaquemines, tenue chez M. Jenfreau, jeudi 21 avril, dans le but de nommer des délégués à la convention démocratique, convoquée à Bâton Rouge pour le lendemain de mai.

M. Augustin Jenfreau fut appelé par acclamation au fauteuil, MM. Domingue Ragas et Manuel Ronquille, furent nommés vice-présidens et MM. François Moreau, Antoine Cagnolati, Adam Frédéric et Jean Joseph Voisin, secrétaires.

Le président ayant exposé à l'assemblée l'objet de sa réunion, il fut résolu, sur motion, que les personnes dont les noms suivent étaient nommées délégués à la convention qui sera tenue, pour procurer à l'élection de Martin Van Buren, à la présidence des Etats-Unis et de Richard M. Johnson, à la vice-présidence, savoir: MM. Gilbert Léonard, Robert Wilson, Augustin Jenfreau et Thomas M. Wadsworth.

Résolu que la publication des délibérations de la présente assemblée, dans l'un des journaux de la Nouvelle-Orléans, favorable au parti démocratique, sera considérée comme constituant les lettres de créance des délégués.

Résolu que les délibérations de la présente assemblée seront signées par le président, les vice présidens et les secrétaires, et qu'une copie revêtue de la signature du président en sera envoyée aux journaux pour en assurer la publication.

(Signé) Augustin Jenfreau—Président.
Domingo Ragas, } Vice-présid.
Manuel Ronquille, }
François Moreau, }
Ant. Cagnolati, } Secrétaires.
Adam Frédéric, }
Jean Jh. Voisin, }

Copie conforme.
(Signé) AUG. JENFREAU—Président.

Monsieur l'Editeur,

Le public de la Nouvelle-Orléans a vu dans les journaux de samedi dernier, le rapport d'une assemblée publique en faveur du *Texas*, où il fut annoncé que le gouvernement se mettait en mesure de donner des commissions aux volontaires qui seraient disposés à marcher vers ce pays, et qu'un comité de surveillance a été nommé.

Depuis lors le rapporteur du comité s'est adressé à l'autorité, et ce fonctionnaire a répondu:

Cette correspondance ne saurait qu'être du plus haut intérêt pour tous les citoyens de la Louisiane, et plus particulièrement encore pour ceux de la Nouvelle-Orléans; en ce que la question qu'elle traite pourrait avoir quelqu'effet sur nos relations commerciales avec le Mexique. Il est aussi dans l'intérêt de la vérité que tout le monde puisse juger de la position qu'a prise le premier magistrat de l'Etat dans cette circonstance délicate.

Beaucoup de personnes sont d'autant plus curieuses de connaître le résultat de ces démarches, qu'il a été avancé à haute voix dans l'assemblée qui a constitué le comité que si le gouverneur, se refusait de se prêter aux désirs du comité, il fut question là, il serait politiquement perdu et publiquement damné.

Pour ne qui est du gouverneur peu importe, qu'il aubine ou non sort! en maintenant l'empire de la constitution, il fera bien qu'il se perde dans l'espoir de ceux qui la méconnaissent.

Pour vous, Monsieur l'Editeur, veuillez obliger vos lecteurs en insérant la correspondance.

NLLE. ORLEANS, le 23 avril 1836.

A son Excellence le Gouverneur White,

Monsieur,

Le cas étant urgent, *je prends la liberté, au nom du* comité de vigilance nommé à l'assemblée publique tenue hier soir, de vous faire connaître sous vous allez les mesures que vous devez prendre, pour répondre à la demande qui vous a été faite dernièrement par le général Gaines, pour un contingent de volontaires.

Je prie sur mon hier, de m'informer des officiers des Etats-Unis assemblés au département du quartier-maître et de l'habillement, en cette ville, quelles seraient les formalités qui pourraient être faites par eux, aux volontaires qui pourraient se présenter dans ces Etat, d'après la demande faite par le général Gaines. Je reçu d'eux la réponse suivante: Que d'après les réglemens des divers départemens des Etats-Unis, ils ne pourraient fournir que les *moyens de transport, de subsistance* et des armes, aux volontaires qui se présenteraient en vertu d'un ordre de vous, basé sur la réquisition du *général Gaines*.

La constitution des Etats-Unis, aussi bien que celle des différens Etats, ne permettent pas au Président de *commissionner* des officiers de milices volontaires; d'où résulte la nécessité et l'usage universel adopté par les gouverneurs des Etats, de donner des commissions à des volontaires, ou à des officiers de milice, lorsqu'ils étaient appelés au service des Etats-Unis.

En conséquence, dans le cas présent, *j'en conclus*, que vous pouvez, sans lancer de proclamation, et sans compromettre l'Etat ou vous-même pour la valeur d'un plastre, délivrer une *commission* à qui bon vous semblera, pour prendre le commandement de la brigade demandée par le général Gaines. Le général ainsi nommé recrutera des volontaires, les organisera, et vous donnera les noms de tels officiers qui pourront être choisis par ces volontaires pour les commander, afin que vous leur donnies des commissions. Tout ce que l'on exigera de vous sera, de lancer ces commissions, et de donner un ordre aux officiers des Etats-Unis attachés aux départemens du quartier-maître et de l'ordonnance, pour qu'ils aient à fournir aux volontaires *les moyens de transport, de subsistance* et des armes.

Vous devez voir du premier coup-d'œil, la nécessité qu'il y a de lancer une commission (qui n'aura nullement sera une commission spéciale) pour créer le brigadier-général, parce que, d'après les réglemens ci-dessus mentionnés, et comme les Etats-Unis doivent payer toutes les dépenses, les officiers ici ne sauraient faire aucunes fournitures aux volontaires, si ce n'est par l'entremise d'un officier nommé par vous-pour ce service spécial.

La 71me. section de l'acte de notre législature, approuvé le 8 mars 1834, relatif à la milice, auquel on s'est référé ce matin à votre bureau, n'a aucun rapport à la demande *actuelle de volontaires: elle a trait à tout* contingent de *milice* fourni aux Etats-Unis, et non à des volontaires; et, comme je l'ai dit plus haut, la coutume de tous les Etats qui ont fourni des *contingens* de volontaires pour le service des Etats-Unis, a toujours été d'accord avec la mesure que l'on recommande aujourd'hui à votre adoption. Sur ce point je parle par expérience. J'irai même plus loin et je dirai, que les lois de l'Etat sur la milice, n'ont aucun rapport à la demande en question. L'Etat ne paiera rien, parce qu'il n'y a point de temps au sort. En exigeant de vous que vous donniez des commissions, et un ordre pour des fournitures, on veut seulement se conformer aux lois et réglements des Etats-Unis, et non à ceux de l'Etat.

Je me flatte que d'après cet exposé, Votre Excellence adoptera mes vues à ce sujet, et, attendu que le *plan maintenant proposé vous mettra à même de fournir* indirectement au général Gaines les secours qu'il demande, et que vous ne pouviez pas lui fournir directement, je m'adresse à vous en toute confiance, au nom des citoyens de la Nouvelle-Orléans en général, pour que vous ayez à agir dans cette circonstance, en nommant un brigadier *général* qui devra prendre le commandement de l'expédition, et tout ce qui sera nécessaire pour la formation du corps s'en suivra.

J'ai l'honneur d'être,
Votre très obéissant serviteur,
Wm. CHRISTY—Rapporteur.

BUREAU DE L'EXECUTIF,
NLLE. ORLEANS, le 25 avril 1836.

M. Wm. Christy,

Monsieur,

J'ai reçu la *communication signée de vous comme* rapporteur, sous la date du 23 du courant, dans laquelle vous dites que "vous prenez la liberté, au nom du comité de vigilance, qui fut nommé hier soir, de me faire connaître vos vues sur les mesures que je dois prendre pour répondre à la demande qui m'a été faite dernièrement par le général Gaines, pour un contingent de volontaires."

Attendu que vous ne précisez pas quel est le comité au nom duquel vous m'écrivez, mais que vous le désignez seulement comme "le comité de vigilance nommé à une assemblée publique tenue hier soir", il m'a fallu me référer à cet égard aux journaux publics. Dans l'*Abeille* du 23 du courant je trouve la notice suivante:

"A l'assemblée publique tenue hier soir en faveur du *Texas*, avis étant donné que le *Gouverneur White consentait à commissionner les officiers de toutes compagnies de volontaires* qui pourraient être formées pour secourir le général Gaines, un comité de surintendance et d'assistance fut nommé—Mrs. Wm. Christy, M. Whitney, W. H. Kirt, S. High, Wm. Debuys, C. Bullit, E. Yorke, J. H. Caldwell, T. M. Kennedy, C. Adams Jnr. *S. Ellis*, S. J. Peters & F. Wharton."

Dans le *Bulletin Commercial* de la même date, je trouve ce qui suit:

"A une nombreuse et respectable assemblée tenue hier soir à l'Arcade de Banks, pour prendre en considération la position alarmante de nos frontières du Mexique, Franklin Wharton fut élu président, Wm. Christy, vice-président, et Samuel Ellis secrétaire.

Des discours furent prononcés par *Wm. Christy* et Samuel Ellis.

M. Christy dit à l'assemblée que *le Gouverneur White s'occupait à faire des arrangemens pour fournir au* général Gaines un renfort de l'Etat de la Louisiane. Il fut alors résolu qu'un comité de douze serait nommé pour se consulter avec le Gouverneur sur les mesures les plus efficaces pour protéger nos frontières. Les personnes suivantes furent nommées en y ajoutant le président—W. Christy, Maunsel White, W. H. Ker, S. High, Wm. Debuys, Cuthbert Bullit, Edward York, J. H. Caldwell, J. M. Kennedy, C. Adams Jnr. Samuel Ellis, et Samuel J. Peters.

[Signé] FRANKLIN WHARTON—Président.
SAMUEL ELLIS—secrétaire.

Ces deux avis, quoique différens sous quelques rapports de forme, sont identiques en substance, constatant qu'une assemblée publique a été tenue à l'époque mentionnée dans votre lettre, et qu'il a été nommé un comité dont vous paraissez être le rapporteur; je dois donc considérer que *ce comité est celui au nom duquel* vous m'écrivez, et je vous réponds en conséquence. Une offre bénévole d'assistance dans l'exécution des devoirs *que j'ai à remplir, soit qu'elle vienne d'individus* ou de corps, mérite de la reconnaissance en tous tems, et plus particulièrement dans une conjoncture *comme celle-ci*, où il se présente des questions d'une si grave importance pour le pays et pour ses institutions.

Sur une proposition comme celle-ci, quoi a pour objet de mettre en activité de service, de cette manière, sous le commandement du Pouvoir Exécutif, une force militaire qui doit agir sur les frontières d'une Puissance avec laquelle les Etats-Unis sont en paix, et qui, peut-être, doit étendre ses opérations jusque sur le territoire de cette puissance amie:—Il se présente certainement une de ces questions majeures, sur lesquelles *j'aurais à desirer que j'eusse l'avantage de* connaître les vues de tout citoyen "sur les mesures que je dois prendre à ce sujet."

La demande faite par le général Gaines était d'une Brigade de volontaires qui devait surtout que possible être composée d'hommes à cheval. Il eût été impossible de fournir ce contingent, faute des moyens nécessaires à la réunion.

Les ressources pécuniaires de l'Etat avaient récemment éprouvé une diminution considérable, par l'envoi de secours au théâtre de la guerre sur un autre point. Je n'avais pas, non plus, le pouvoir d'agir, à moins que l'Etat eût été menacé d'invasion; et, d'après tous les faits qui m'avaient été soumis, je ne voyais rien qui pût me faire croire que l'intégrité de notre sol était exposé, ou qu'il y eût pour notre Etat ce péril imminent qui seul, d'après la constitution, pouvait nous autoriser à prendre part à la lutte, et qui, lorsqu'il se présente, transforme tout citoyen en soldat, non seulement d'après la loi naturelle, mais encore en vertu de la constitution.

Au nom du comité vous me proposez un plan, qui, dites-vous, me mettra à même de faire indirectement ce que je ne pouvais pas faire *directement*. Ce plan est de nommer un brigadier général en donnant une commission à qui me semble bon: le général ainsi nommé *devant procéder à l'organisation des volontaires* et me soumettre les noms de tels officiers qui pourraient être choisis pour les commander, afin que je les commissionne.

Quant à l'idée de faire indirectement ce que je ne saurais faire directement, il me suffit de dire, que c'est une manière d'agir qui n'est point en harmonie avec la loi et la constitution, dont les vues sont toutes directes et positives. Toute mesure qui n'est pas indiquée par la loi et la constitution, dont nécessairement dévoger, et ce pourrait être une question dans l'esprit de bien des gens, de savoir jusqu'à quel point il *serait* au pouvoir exécutif, de permettre sous sa sanction, qu'on violât ou qu'on éludât l'une ou l'autre.

Par la 8me. *section de la constitution fédérale*, le droit de nommer les officiers de milice est réservé à chacun des Etats. L'Etat de la Louisiane a exercé ce droit, *en prescrivant le mode à suivre* pour la nomination de ses officiers de milice.

D'après les réglemens qui ont été adoptés parmi *nous, le Gouverneur n'a pas le pouvoir de nommer un* brigadier général, dont l'élection est laissée aux officiers de ligne de sa brigade, et le Gouverneur n'a d'autre fonction à remplir que celle de délivrer la commission à la personne élue—Acte du 8 mars 1834, sec. 20.

Le Gouverneur n'a pas non plus le pouvoir de nommer l'officier qui doit commander un contingent fournis aux Etats-Unis, ou un *détachement appelé au service* de l'Etat. Dans ce cas-là, son devoir se borne à choisir l'officier commandant, parmi ceux qui se présentent *volontairement, et qui sont d'un grade assez* élevé—même acte, sec. 71.

Il s'en suit, selon moi, que si d'une manière indirecte, *je prenais maintenant* sur moi de nommer un brigadier général, et d'organiser une brigade qui dût se porter sur les frontières, lorsque dans le fait, aucun corps semblable n'a été appelé au service, on ne saurait considérer un pareil acte que comme une dangereuse usurpation de pouvoir, tendant à la subversion de toutes les garanties des libertés sociales, auxquelles, jusqu'à ce jour, le peuple Américain a attaché quelque prix.

Vous dites, dans un paragraphe de votre lettre, que la coutume de tous les Etats qui ont fourni des contingens de volontaires pour *le service des Etats-Unis* a toujours été d'accord avec la mesure que l'on recommande aujourd'hui à mon adoption. A cela je n'ai qu'une *réponse à faire; c'est* que d'après le serment que j'ai prêté je dois faire exécuter les lois de la Louisiane, selon la constitution, et non les coutumes des autres Etats, quelles qu'elles aient été.

J'ai jugé convenable, Monsieur, par respect pour vous individuellement, ainsi que par égard pour le comité au nom duquel vous m'écrivez, de tâcher de vous exposer clairement, les motifs de ma décision, afin qu'ils puissent être bien compris de tous ceux qui prennent intérêt à la question dont il s'agit.

Votre obéissant serviteur,
E. D. WHITE.

Extrait d'un journal de Paris.

Voici les considérans adoptés par le conseil-général du commerce à l'appui de sa délibération sur la question des sucres:

"Attendu, 1o. que les documens authentiques fournis par M. le ministre du commerce aux trois conseils constatent deux *ordres de faits* parallèles et simultanés, savoir:

"Importation du sucre colonial *pour la consommation, stationnaire ou même rétrograde*, depuis 1829 jusqu'à la fin de 1835.

"Progression dans la même période du sucre indigène, *tellement rapide* que de 4 millions de kilog., constatés en 1829, la production s'élève, pour 1835, à 30 millions, et promet une forte augmentation pour 1836 et 1837.

"2o. Que ce résultat, dans la marche inverse des deux produits, est une conséquence forcée de la législation qui charge le sucre colonial d'un droit de 49 fr. 50 c. par 100 kilogrammes, et laisse jouir d'une immunité complète le sucre indigène;

"3o. Que si cet état de la législation se continuait, il arriverait infailliblement qu'à la faveur de cette *protection exorbitante, le sucre indigène ne tarderait pas* à expulser entièrement le sucre colonial et à le remplacer dans la consommation;

"4o. Que la réalisation de cet avenir, qui ne saurait être éloignée, amènerait ces deux résultats: 1o. la ruine complète de nos colonies ou leur émancipation commerciale; 2o la perte pour le Trésor de 30 à 35 millions qu'il prélevait sur le sucre;

"5o. Qu'en effet, on ne conçoit pas comment on pourrait forcer les colonies à ne s'approvisionner exclusivement que de produits français, quand la France *ne voudrait pas acheter le principal* produit qu'elles puissent donner en échange: que force serait donc de leur laisser la liberté entière qu'elles réclament, de *commercer avec toutes les nations*:

"6o. Que le prix actuel, sur le marché de Paris, de sucre brut colonial; de la qualité dite bonne quatrième, est de 140 fr. les 100 kilog.; que ce prix se compose de deux parts bien distinctes; l'une appartenant au commerce, de 90 fr. 50 c., qui représente la valeur d'échant aux colonies, le transport en Europe jusqu'à Paris et tous les frais de vente; l'autre, appartenant à l'Etat, de
40 fr. 50 c. pour droits d'entrée.
fr. 140

"7o. Qu'il en résulte, avec la dernière évidence, que tout le temps que le sucre de la betterave de même dénomination ne pourra être affranchi, ou obtiendra sur le marché précité un prix supérieur à fr. 90 50 (il vaut en ce moment fr. 132), l'excédant pèsera en pure perte sur le consommateur; car ce sucre ne payant rien au Trésor, il faudra que le déficit soit réclamé sous quelque autre forme;

"8o. Que si l'agriculture n'est point effrayée d'un accroissement d'impôts de 30 à 35 millions, préoccupée qu'elle est par la considération de tous les avantages promis par la culture de la betterave, on lui opposera en regard de ces bienfaits la ruine de nos colonies ou leur *séparation de la métropole*, l'abandon des navires employés au transport de 350 chargemens de sucre, les pertes qui s'ensuivent nos ports de mer *qui, sur la foi des lois existantes*, ont confié d'immenses capitaux, en avances, aux habitans des colonies, sans parler des souffrances qui en résulteraient pour *notre commerce* d'exportation et pour les industries, même agricoles, qui l'alimente;

"9o. Que si, comme le prétendent des agriculteurs et quelques fabricans de sucre indigène le plus renommés, il y a possibilité de produire le sucre de betterave, rendu sur le marché de Paris, non seulement à 90 fr. 50 c. les 100 kilog., mais même fort au-dessous, force sera de reconnaître que cette intéressante industrie peut se maintenir et prospérer en concurrence avec la production coloniale et au profit des consommateurs;

"10. Qu'en attendant, la justice exige que l'une et l'autre industrie soient placées dans les conditions d'égalité; qu'à cet effet, et les nécessités du Trésor le permettaient, et si le sucre n'était pas un article de consommation éminemment impossible, ce qu'il y aurait de plus simple à faire serait de supprimer le droit d'entrée sur les sucres de colonies; mais que, dans l'impossibilité de supprimer de ce droit, il y a obligation d'imposer aussi le sucre de betterave.

"11o Que toutefois la fabrication indigène n'a pas encore atteint le perfectionnement dont elle est susceptible, et qu'elle a besoin de *ménagemens*; qu'il ne convient donc pas d'agir à son égard avec la rigueur de principes absolue, mais de ne l'imposer que d'une faible portion *du droit de 49 fr. 50 c., qui pèse actuellement* sur le sucre de cannes;

"12. Qu'en même temps il y a toute convenance *d'apporter quelque soulagement* aux intérêts coloniaux, froissés par cette nouvelle concurrence, en leur accordant un *léger dégrèvement* du droit d'entrée, ce qui tendra à accroître la consommation en général; et que ces deux opérations, d'une part l'impôt sur le sucre de betterave, et de l'autre le dégrèvement accordé au sucre colonial, peuvent se combiner de manière à maintenir les recettes du Trésor.

"Le conseil propose:

"1o. Une taxe de 15 *fr.* par 100 kilog. sur le sucre de betterave;

"2o. Un dégrèvement de 100 fr. par 100 kilog. du droit d'entrée actuel sur le sucre de nos colonies.

Dignité du Jury en Angleterre.

C'était en 1795, dans le *circuit* nord-ouest de l'Irlande; la cause excitait vivement l'attention publique sur elle mettait en présence les deux grands intérêts d'aristocratie et de démocratie. Un seigneur foncier portait plainte contre un pauvre homme, son fermier, pour coups et blessures graves qu'il en avait reçus. Mais ces coups et ces blessures, le prévenu ne les avait portés que pour s'opposer au rapt de sa fille unique, jeune et belle personne, qui, pour son malheur, avait allumé les désirs illégitimes de son maître. Non-seulement les officiers du parquet et le juge, *mais encore* tout le barreau avait dîné la veille chez le père du plaignant, et tous étaient sortis du banquet en vantant *outre mesure la venaison et les vins de France* qu'il leur avait prodigués.

Quand le pauvre homme fut assis au banc des accusés, *la partie civile parut, et jura de la vérité de tous* et de chacun des faits articulés dans la plainte, puis elle répondit au contre-interrogatoire du jury, composé d'honnêtes marchands et de respectables fermiers. Le pauvre homme n'avait pu payer de procureur; il n'avait pas trouvé un seul avocat pour plaider sa cause; il présenta donc lui-même sa défense, il ne s'adressa pas à l'imagination des jurés, il n'en appela qu'à leur jugement et à leur cœur. Ils le déclarèrent *non-coupable*.

La cour enragée! (*c'est l'expression anglaise*); mais l'auditoire enchanté fit entendre de *nombreux* applaudissemens. Le juge dit au jury qu'il eût à retourner dans sa chambre pour examiner la chose de nouveau, ajoutant qu'il *s'étonnait qu'ils eussent pu l'impudeur de rendre un verdict si infâme*. Le jury salua, et se retira dans sa chambre, et revint au bout d'un quart-d'heure; alors *son chef, un fermier* vénérable par ses cheveux blancs, adressa au juge le discours suivant:

"Milord, nous pour obéir à votre ordre, nous nous sommes retirés dans notre chambre, et nous avons examiné la chose de nouveau; mais, comme nous n'avons trouvé aucune raison d'altérer ou de changer notre premier verdict, nous vous le rapportons dans les mêmes termes: "*Non, l'accusé n'est pas coupable.*"

Nous avons entendu le langage extraordinaire de votre seigneurie, mais nous ne pensons pas qu'elle ait pu nous adresser avec justice ou convenance. Il est bien vrai, mylord, que, *pris individuellement, d'été, à* considérés sous le rapport de nos capacités particulières, nous ne sommes que de pauvres hommes, sans importance sociale ou politique, et, sous ce point de vue, nous ne réclamons d'autres égards que ceux qu'on ne peut refuser à des gens d'une classe humble, mais à des *gens honnêtes*. Toutefois, mylord, assemblés ici, et formant un jury, nous ne pouvons méconnaître la grande et constitutionnelle importance des fonctions que nous remplissons; nous sentons, mylord, que nous sommes ici, comme vous, en vertu de la loi et de la constitution; que nous sommes un tribunal impartial établi pour juger, non-seulement entre le roi et ses sujets, mais encore que, par la force de la constitution, nous sommes investis d'une confiance plus grande que nous formons, comme jury, l'unique bouclevard du peuple contre toute influence, tout préjugé, toute colère, toute corruption possibles *du juge et du parquet*.

"Mylord, vous rassurant tous de cette vérité, je serais peut être, pour mon pays, pour le maintien du respect que je vous *témoignerais sur vos vertus privées*. Mais ici votre individualité disparaît à mes yeux sous la robe de votre office, et je ne vois plus que votre conduite à l'homme public.

"Le jury, dans cette affaire, mylord, n'a pas la prétension de s'affranchir du respect qu'il vous doit, et, *encore moins songe-t-il à vous insulter*; nous vous rendons ces respects qu'un tribunal doit avoir pour un autre tribunal, dans l'intérêt de l'honneur de tous les deux. Le jury, mylord, n'a pas accusé le juge ou le parquet d'influences coupables, de corruption, de colère ou de tyrannie. Non, nous regardons la cour comme l'organe de la miséricorde et de la justice royale, comme le sanctuaire de l'honneur et de la vérité. Toutefois, mylord, nous ne pouvons effacer de notre mémoire ce que nous avons lu dans les livres mêmes où nous avons appris à lire; les souvenirs de l'enfance se perdent difficilement, mylord, *ce qu'ils sont imprimés* dans de jeunes esprits. Nous nous regardons comme que les rois et les juges ne sont comme nous que des *hommes faillibles, que des tyrans se sont assis sur des* trônes, et que ce siége que vous occupez ce siége de royale merci, a été pollué par un Tresilian, un *Scroggs et un Jefferies*. (*Le cour donne des marques* d'impatience.)

"Permettez, mylord; je ne suis qu'un pauvre homme, mais je suis né sujet libre de ce royaume d'Irlande, je suis membre de la constitution; je suis plus en ce moment, je la représente toute entière ici. Je suis donc pour moi même et mes collègues du jury la liberté de la presse, et on me le refuse dans cette salle, je la prendrai devant le peuple, à la porte de ce prétoire, et là, je serai forcé de dire pourquoi je dis ma pensée libre dans la rue, et pourquoi on ne m'a pas permis de la faire entendre *ici*. (*La cour reprend* l'attitude de l'attention silencieuse.)

"Je dis, mylord, que nous n'avons rien à voir dans *votre caractère privé; ici nous ne connaissons de vous* que le juge, et comme tel, notre respect vous est assuré.—Vous ne devez connaître en nous qu'un jury; et *comme tel, nous avons droit de votre part à un res*pect réciproque, car nous ne connaissons pas d'homme, quels que soient ses titres ou son rang, qui puisse se permettre impunément une insulte gratuite envers un tribunal auquel la constitution a confié les privilèges les plus relevés et les plus chers. Je dis donc, mylord, que nous ne sommes plus ici des individus, que nous avons revêtu le caractère sacré d'un jury, et que nous manquerions à la constitution du pays si nous n'attendions pas pour nos fonctions le respect que nous ceux qui en ont pour elle. Avant de prendre place sur ces bancs, *nous avons juré devant Dieu* et devant les hommes de rendre notre verdict suivant nos consciences, au mieux de nos lumières, et d'après l'impression *des débats. Nos consciences* nous disent que nous nous sommes acquittés de cette tâche solennelle comme des hommes honnêtes. Si nous nous sommes trompés, nous en répondrons, non pas à votre seigneurie, non pas au parquet, non pas au roi, qui nous envoie ici, mais à un pouvoir plus élevé, au seul juge qui ne se trompe jamais, au juge des juges; au roi des rois.—Je l'ai dit: "*Non, l'accusé n'est pas coupable.*"

Le parquet demeura muet, le barreau garda le silence, un long murmure d'étonnement et d'admiration circula dans l'auditoire.—Le pauvre prévenu fut acquitté.

L'histoire, qui s'est chargée de tant de noms inutiles, n'a pas conservé celui de ce digne chef du jury du *nord-ouest de l'Irlande en 1795*.

(*Le Droit*, journal des tribunaux.)

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 26 Avril 1836.

COTON.

108 balles Mississipi.....19 cts
142 do N. Alabama.....19
220 do O. District.....14¼
599

Prix Courant du Coton et des Produits.
26 avril 1836.

COTON..Choix.....20 à 21
.....Bon 1re. qualité.....18 à 19
.....Dito 2de. dito.....16½ à 17½
.....Moyen.....15½ à 16
.....Ordinaire.....13½ à 14½
SUCRE..Nlle.-Orléans.....11½ 12½
.....Blanc de Cuba.....14½ à 15
.....Brut.....dito.....10½ à 11½
MELASSE.....40 à 42
TABAC..1re qualité.....8 à 00
.....2de. qualité.....7 à 00
.....Croisé.....6 à 00
.....Cuba.....26 à 00
FARINE.....90½ à 92½
PORC..Clair.....point
.....Mess.....22½ à 23½
.....Prime.....18 à 19½
.....Plat-Côté.....8½ à 9
JAMBON Fumé.....14 à 16
.....Côtes.....12½ à 13
.....Epaules.....8½ à 9
.....Plat-Côtés.....11½ à 13
BOEUF.....Mess.....813
.....Prime.....10½ à 11
GRAISSE.....14 à 15
MAIS.....56 à 60
WHISKEY.....39 à 44
TOILE.....D'emballage.....23 à 30
CORDE.....D'emballage.....19 à 19½
PLOMB.....5½

RIZ.—29 barils et 8 demi barils ris, en débarquement du brick Warner.
WILLIAM G. HEWES & Co.
23 av 47, rue du Camp.

Compagnie du Gaz et Banque de la Nouvelle Orléans.

26 avril 1836.

LA nomination d'un commis aux billets dans cette institution aura lieu Vendredi prochain, 29 du courant. Les applications adressées à la direction seront reçues jusqu'à 9 heures du matin du même jour.
27 av P. BACOT, caissier.

Bureau de la Compagnie d'Assurance de la Nouvelle Orléans—26 Avril 1836.

A UNE élection tenue hier, les personnes suivantes ont été dument élues directeurs de cette institution:

Messrs. Ths. Urquhart, H. Gaily,
James Ramsay, Fred. Frey,
Wm. Nutt, S. Hermann, Jr.
J. H. Shepherd, J. M. Lapeyre,
Laurent Millaudon.

Et à une élection de la Direction, ce jour, Mr. Ths. Urquhart a été unanimement élu président. Le secrétaire et l'inspecteur ont été continués.
27 av—1 AUS. ST. MARTIN, Secrét.

AVIS—Des préparatifs se faisant actuellement pour niveler les collines rouges (Red Bluffs) situées *sur le côté* Est de la baie de Mobile, conformément au projet formé formé pour fonder la nouvelle ville d'Alabama, on peut en voir et consulter le plan, pendant une semaine à partir de ce jour, dans les bureaux de la compagnie d'assurances maritimes et contre l'incendie de Mississipi. 27 av—3

ETIENNE GERIN, menuisier ébéniste, rue de l'Esplanade, *no* 76, entre Royale et Condé, *informe le public qu'il fait et répare* toute sorte de meubles et entreprend toute sorte d'ouvrages concernant son état; il fait et place les potseaux de tente à un prix modéré, &c. 27 av—3

SAUCISSONS de Lyon—200 livres saucissons *bien frais, à vendre par*
27 av VIDAL & LONGIS, 65 St. Louis.

FRUITS à l'eau de vie—25 caisses fruits à l'eau de vie, à vendre par
27 av VIDAL & LONGIS, 65 St. Louis.

CURACOA de Hollande—12 caisses curaçao superfin, à vendre par
27 av VIDAL & LONGIS, 65 St. Louis.

VINS de Sauterne—30 barils vins de Sauterne et Ste. Croix du Mont, à vendre par
27 av VIDAL & LONGIS, 65 St. Louis.

BOUCHONS—150 milliers bouchons fins, à vendre par
27 av VIDAL & LONGIS, 65 St. Louis.

WHISKEY—100 barils Whiskey commun, de *toute preuve*, à vendre par G. DORSEY,
27 av 38, Nlle-Levée.

FARINE—500 barils Farine superfine, en débarquement d'un chaslan, à vendre par
27 av G. DORSEY, 38, Nlle-Levée.

HUILE de Baleine—2000 gallons 1ère. qualité. Huile d'hiver, à vendre par
27 av PERKS & HALL,
No. 2, Levée de devant.

BEURRE—30 frequins Beurre de Goshen; 20 do do de l'Ouest, à vendre par
27 av PERKS & HALL,
No. 2, Levée de devant.

60 Boucauts Sucre, en magasin, à vendre par
27 av PERKS & HALL,
No. 2, Levée de devant.

FARINE—500 barils farine, en débarquement du steamer George Washington, à vendre par
27 avril G. DORSEY, 38, Nlle. Levée.

SAINDOUX—687 barillets saindoux, en débarquement du steamer George Washington, à vendre par
27 avril G DORSEY, 38, Nlle-Levée.

JAMBONS RECOUVERTS—En boueaux et en tierçons, en débarquement du steamer North America, à vendre par
27 avril G. DORSEY, no. 38, Nouvelle Levée.

SAINDOUX—396 barillets saindoux de Cincinnati, en débarquement du steamer North America, à vendre par
27 avril G. DORSEY,
38, Nlle-Levée

PORC FUME—33 boucauts côtés et jambons, en débarquement du steamer North America, à vendre par 27 av G. DORSEY, 38, N. Levée.

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour de Paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle Orléans.—Présent: l'honorable Charles Maurian